

5 JANUARY 2017 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

DÉCLARATION DE M. FRANÇOIS HOLLANDE, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, SUR LE TERRORISME ISLAMISTE ET SUR LE DIALOGUE ENTRE LES RELIGIONS, À PARIS LE 5 JANVIER 2017.

[Télécharger le .pdf](#)

Monseigneur,  
Monsieur le Métropolitain,  
Monsieur le Grand Rabbin de France,  
Monsieur le Président du Consistoire,  
Monsieur le Président du Conseil français du culte musulman,  
Monsieur le Président de la Fédération protestante de France,  
Monsieur le Président de l'Union bouddhiste de France,

Je tenais, avec le ministre de l'Intérieur, à respecter cette tradition de vœux aux autorités religieuses. Le sens de cette rencontre est la reconnaissance par la République de la place qui est la vôtre, pour éclairer les consciences, favoriser la concorde et délivrer un message de paix et de tolérance. Cette cérémonie manifeste aussi le respect mutuel et l'esprit de dialogue qui existe entre les cultes en France et que je veux saluer, j'ai pu en mesurer l'importance dans des circonstances particulièrement douloureuses.

Cette réunion s'inscrit dans un contexte particulièrement lourd. Le monde est à feu et à sang avec un terrorisme qui utilise une religion, l'Islam, et la trahit honteusement et sème la désolation. Je reviens d'Irak et j'ai eu sous les yeux le drame d'attentats à Bagdad et de guerre à Mossoul.

Puis il y a ce que nous vivons ici, en Europe et en France : il y a encore quelques semaines, c'était l'attentat de Berlin. Et puis en 2016, notre pays a été durement éprouvé : le 14 juillet à Nice mais aussi Saint-Étienne-du-Rouvray avec l'odieux assassinat du père Jacques HAMEL qui a bouleversé la France mais qui a aussi permis qu'il y ait une forme de sursaut dont vous avez été à l'origine, je veux ici vous en remercier. Vous avez réagi comme il convenait à travers de nombreuses manifestations oecuméniques. D'abord, la réponse de l'Église fut admirable et j'ai voulu exprimer ma gratitude au pape François, en me rendant à Rome en août dernier.

Il y eut l'appel du Conseil français du culte musulman demandant aux musulmans de se rendre dans les églises le dimanche suivant le crime pour adresser aux catholiques un message de fraternité. Cette image de chrétiens se rendant dans les mosquées, de musulmans se rendant dans les églises, a fait le tour du monde.

La polémique avait saisi une partie de l'opinion. Il y avait eu des doutes et ils sont légitimes chaque fois qu'il y a un attentat. Mais il n'y avait pas eu nécessairement la réaction que l'on a eue dans d'autres circonstances.

Après Charlie, l'HYPER CACHER, puis ensuite, le 13 novembre à Paris, et le 14 juillet à Nice, chaque fois, notre pays a été capable de faire bloc et de tenir bon.

Le terrorisme islamiste représente une grave menace pour notre cohésion nationale. Il sait ce qu'il fait puisqu'il veut diviser, il veut créer l'irréparable au sein de notre société, opposer les Français les uns aux autres, les confessions les unes les autres. Aussi l'enjeu, c'est de préserver notre unité, notre cohésion. La France ne doit pas tomber dans le piège de l'amalgame, de la suspicion, elle doit aussi garantir la liberté de conscience donc la liberté de culte et permettre à tous de vivre ensemble. Nous devons aussi lutter contre toutes les formes de discrimination.

Il y a eu, dans le sillage des attentats de janvier et de novembre en 2015, une poussée de violence avec des actes antisémites, antimusulmans, antichrétiens. En 2016 mais je ne me rassure pas, malgré les événements tragiques qui ont été rappelés, les actes antisémites sont en baisse de près de 60 %, les actes antimusulmans aussi. C'est sans doute l'effet de mesures que nous avons prises et de la détermination des pouvoirs publics à ne rien tolérer.

En revanche, il y a eu une augmentation des actes antichrétiens, avec des profanations de lieux de culte et de cimetières. Mais je ne distingue pas entre les actes. Ils sont tous insupportables. Notre vigilance

doit rester maximale et l'État doit être à vos côtés, entièrement mobilisé pour protéger les lieux de culte et les écoles. Nous faisons évoluer nos dispositifs qui ne doivent pas être statiques mais mobiles.

Nous devons aussi agir en amont et lutter contre la radicalisation. Dès 2014, c'est-à-dire il y a deux ans, face aux départs de jeunes en Syrie, des premières mesures ont été prises. Elles ont été renforcées depuis. Je rappelle tout ce qui a été fait, mais vous en connaissez l'essentiel : le Numéro Vert qui a été mis en place 30 000 appels néanmoins depuis deux ans. Heureusement que des familles signalent et il y a eu 9 000 signalements.

Il y a aussi une cellule de suivi de la radicalisation qui a été constituée dans chaque préfecture, associant les services de l'État, les collectivités locales, les associations, mais aussi un certain nombre de cultes. Ces structures font appel à vous, à des cadres religieux musulmans, qui aident les jeunes à déconstruire la propagande fondamentaliste. Il y a déjà 2 200 jeunes qui ont été ainsi pris en charge et concernant 970 familles

Il y a aussi des formations à la prévention de la radicalisation qui ont été mises en place. 5 000 professionnels depuis 2014 ont été concernés assistants sociales, personnel de police, professeurs parce que nous avons absolument besoin d'avoir des professionnels qui puissent agir.

Nous avons également constitué un fonds de près de 10 millions d'euros qui sera reconduit chaque année pour financer des actions concrètes en direction des personnes qui doivent être suivies psychologiquement pour qu'elles puissent participer à des formations citoyennes, à des chantiers éducatifs, à des groupes de parole avec les parents parce que nous devons avoir un traitement long. Nous assistons à des retours de familles de jihadistes, notamment des femmes avec des enfants. Quand il s'agit des jihadistes eux-mêmes, ils sont immédiatement arrêtés et déférés. Les femmes parfois, les enfants, nous devons nous en occuper. Ces enfants, un certain nombre ont participé à des exactions, d'autres ont vu des horreurs et en sont profondément bouleversés et puis d'autres encore sont trop jeunes pour avoir été conscients mais tous doivent être accompagnés, suivis. Nous aurons à faire ce travail là pendant des années. Nous devons nous y préparer.

Nous avons également créé des centres de prévention d'insertion et de citoyenneté : le premier en Indre-et-Loire a été inauguré, neuf autres sont prévus justement pour ces jeunes, très jeunes certains, d'autres moins qui rentrent dans une démarche de réinsertion.

Je voulais enfin insister sur le dialogue fructueux qui s'est engagé entre la République et les responsables du culte musulman dans cette nouvelle instance. Elle s'est déjà réunie à trois reprises, d'importants chantiers ont été ouverts sur la formation des imams, d'aumônerie pénitentiaire : nous devons continuer. La Fondation de l'Islam de France a été créée le 8 décembre dernier et je rappelle qu'elle a des objectifs qui sont culturels, éducatifs, sociaux mais en aucune façon culturels. Il s'agit de mieux faire connaître l'Islam, son histoire, sa culture, enfin de lutter contre l'ignorance et les stéréotypes.

Mais je veux aussi rappeler ce que nous devons faire dans le monde. Nous agissons contre le terrorisme, nos Armées sont mobilisées en Afrique de l'Ouest, en Irak, en Syrie. Nous devons aussi protéger des communautés religieuses car le Moyen-Orient est fait de diversités. Aujourd'hui, nous savons qu'il y a des persécutions qui visent plus spécifiquement les chrétiens d'Orient, les Yézidis ou d'autres minorités et notre devoir, c'est de les protéger. Les protéger quand nous intervenons et cela a été le cas notamment dans le nord de l'Irak, les protéger aussi en les accueillant ici même si ce n'est pas leur choix. Leur choix est de vivre au Moyen-Orient.

Nous devons aussi prendre en compte la question des réfugiés, les crises ont provoqué cet afflux et je sais combien vous tous êtes mobilisés pour venir en aide à ces femmes, à ces hommes, à ces enfants qui ont dû fuir leur pays. Je sais aussi que les fidèles des différents cultes ont multiplié les initiatives pour fournir une aide matérielle aux réfugiés, pour soutenir leurs démarches, pour assurer leur insertion dans la société française. L'expérience de vos mouvements, a été très précieuse pour les pouvoirs publics, puisque cela a permis de régler une large partie de ce qu'on appelait les réfugiés de Calais. Quand il a fallu trouver des centres d'accueil et d'orientation, il a fallu que des élus prennent là encore des responsabilités, il a fallu que aussi des associations puissent accompagner et puis, il a fallu expliquer aux populations locales ce qui était attendu d'elles et ce qui était finalement prévu pour l'insertion de ces réfugiés.

Nous n'en avons pas terminé d'abord parce que d'autres peuvent venir. Qu'est-ce qui va se passer dans

les prochains mois ? Là, c'est l'hiver mais au printemps si en Libye, rien n'est fait, si en Syrie les choses s'aggravent, nous aurons de nouveaux mouvements. Il faut donc agir sur le plan international, mais il faut aussi être capable de faire en sorte que celles et ceux qui, au titre du droit d'asile, puissent être accompagnés. Nous devons être clairs. C'est tellement facile d'utiliser la peur, de montrer qu'il est fait davantage pour les réfugiés que pour nos propres concitoyens. Nous devons faire en sorte qu'il y ait une politique migratoire qui fasse que ceux qui n'ont pas vocation à être ici puissent être raccompagnés. Faire en sorte que ceux qui relèvent du droit d'asile puissent être accueillis convenablement et que rien ne soit toléré par rapport à des comportements qui heurtent la vie en commun !

Je veux aussi mettre en garde ceux qui veulent enrôler les cultes au service de leur conception de l'identité qu'elle soit nationale, religieuse ou ethnique. Nous avons besoin que notre pays dans sa diversité, y compris confessionnelle, puisse être uni. Vous contribuez au dialogue, au partage mais aussi à la prise de conscience. Notre réunion de ce soir a cette vocation, à faire en sorte que chacun dans son rôle, l'Etat, avec les principes qui doivent régir ses interventions : le respect de la laïcité étant le premier de ces principes, puisse avec vous engager les actions nécessaires l'harmonie dans notre pays.

Je vous souhaite donc une très bonne année. Vous savez les enjeux qui sont ceux des prochaines échéances, il y a une montée des extrémismes partout en Europe. Face à eux, nous devons promouvoir une espérance. C'est toujours le vieux débat entre le bien et le mal, entre la peur et l'espoir et donc je souhaite qu'ensemble nous soyons capables de vaincre la peur et de porter l'espoir.

Merci à vous.